

## AKTUELL

AFGHANISTAN

# Kein sicheres Herkunftsland

David Angel

**Kann man Menschen ruhigen Gewissens nach Afghanistan abschieben? Nein, sagen mehrere Organisationen, die sich zur Plattform „Afghanistan Is Not Safe“ zusammengetan haben.**

Viele JournalistInnen hatten es nicht zur Pressekonferenz von „Afghanistan Is Not Safe“ geschafft, trotzdem war der von Amnesty International zur Verfügung gestellte Saal vollbesetzt. Vor allem Mitglieder diverser NGOs sowie afghanische Asylbewerber hatten sich eingefunden, um den Erklärungen der sechs RednerInnen zu lauschen.



FOTO: WOXX

„Afghanistan Is Not Safe“ ist ein Zusammenschluss von insgesamt zehn Organisationen, darunter der Lëtzebuurger Flüchtlingsrot (LFR), der Cercle de coopération des ONG de développement und verschiedene Gruppen, die in der Flüchtlingshilfe aktiv sind. Angesichts des Anfang Oktober geschlossenen Kooperationsabkommens zwischen der EU und Afghanistan und des Vorhabens der luxemburgischen „Direction de l'immigration“, sechs afghanische Asylbewerber in ihr Herkunftsland abzuschicken (woxx 1394), geht es der Plattform vor allem darum, auf die Situation im krisengeschüttelten Land am Hinduksch aufmerksam zu machen.

„Seit die Nato das Land verlassen hat wird die Situation jeden Tag schlimmer“, erklärte bei der Pressekonferenz denn auch ein junger „Demandeur de protection internationale“ aus Afghanistan. Vor allem für Angehörige von Minderheiten sei sein Herkunftsland schon lange kein sicheres mehr.

Dass das Land alles andere als sicher ist, stellen auch internationale Organisationen fest. So etwa die UN-Unterstützungsmission für Afghanistan (UNAMA), die konstatiert, dass die Zahl ziviler Opfer 2015 ein Rekordniveau erreicht hat. 3.545 zivile Todesopfer habe es allein im letzten Jahr gegeben, so viele wie seit 2009

nicht mehr. Besonders Schutzbedürftige seien immer wieder Ziel von Attacken, die Zahl der Opfer unter Frauen und Kindern steige kontinuierlich.

## Holiday in Afghanistan

Mit einem provozierenden „Ich lade die Verantwortlichen dazu ein, Urlaub in Afghanistan zu machen, wenn es denn so ein sicheres Land ist“, brachte Serge Kollwelter, Vertreter des „Cercle“, die Unaufrichtigkeit des Abkommens auf den Punkt. Er zeigte vor allem auf, wie der EU-Rat bei seinem Beschluss das Straßburger Parlament übergangen hat: Anstatt ein „Rücknahmeabkommen“ zu unterzeichnen, das die Zustimmung des Parlaments benötigt hätte, traf man einfach zwei verschiedene Abkommen: Zuerst verpflichtete sich die afghanische Regierung, etwa 80.000 abgelehnte Asylbewerber aus Europa wieder aufzunehmen. Im Gegenzug wurden ein paar Tage später Hilfen in Höhe von 4,8 Milliarden Euro beschlossen. „Es ging dabei nicht um Entwicklungshilfe für Afghanistan“, stellte Kollwelter klar.

Eine derartige „Externalisierung“ des „Schutzes“ der europäischen Außengrenzen sei wohl die Politik, die die EU auch in Zukunft verstärkt verfolgen wolle, erklärte Sérgio Ferreira vom LFR. So liefen gerade Verhandlungen mit fünf afrikanischen Ländern, mit denen ähnliche Abkommen geschlossen werden sollen.

Die „Afghanistan Is Not Safe“-Plattform verbindet ihre Kritik an der europäischen Politik mit der Aufforderung an den luxemburgischen Immigrationsminister Asselborn, keine Flüchtlinge nach Afghanistan abzuschicken. Es entstanden gerade quer durch Europa Initiativen mit ähnlichen Zielsetzungen, hob Agnès Rausch für „Reech eng Hand“ hervor. Ziel sei eine europaweite Kampagne gegen solche Abschiebungen.

Kurz vor Redaktionsschluss erreichte uns eine Stellungnahme Jean Asselborns, der auf die Forderungen der Plattform reagierte. Selbstverständlich gelte auch nach dem Abkommen mit Afghanistan die Einzelfallprüfung von Asylanträgen, betont der Minister. Nur wer nach Prüfung und Ausschöpfung des Rechtswegs kein Recht auf Asyl habe, könne abgeschoben werden.

## SHORT NEWS

## Contre l'extrême droite, contre la finance !

(lm) - Les crises, c'est mal. Celle de 2008 aussi, merci, on sait. Pourtant, la conférence à laquelle invitent Etika et Attac mardi prochain est différente. L'invité, Romaric Godin, n'en reste pas à l'analyse des erreurs de politique économique et des conséquences sociales désastreuses. Car la persistance de ces effets sociaux - inégalités, chômage, pauvreté - a aussi une traduction politique. Ainsi, l'invitation énumère : « succès électoraux croissant de l'extrême droite, rejet généralisé du politique, séisme du Brexit en Europe et victoire de Donald Trump aux États-Unis sur un discours largement protectionniste ». Godin a été correspondant à Francfort durant les premières années de la crise. Revenu à Paris, il est désormais rédacteur en chef adjoint de « La Tribune » et suit les effets de la crise en Europe sous ses aspects économiques, monétaires et politiques. Peu étonnant pour un Français, c'est la montée de la droite populiste qui l'inquiète. Pour la contrecarrer, il estime qu'il faut autre chose : « un new deal, qui passera nécessairement par une remise à plat du système financier ». Ce programme est résumé par le titre de la conférence : « Remettre la finance au pas pour échapper au piège de l'extrême droite ». Mardi 6 décembre 2016 à 12h15, à la Salle Rheinsheim, Altrimenti, 5, avenue Marie-Thérèse, Luxembourg. Entrée gratuite, sandwiches et boissons offerts, prière de s'inscrire par courriel : [events@etika.lu](mailto:events@etika.lu).

## Fabriques d'église : qui contre qui ?

(lc) - À l'approche de Noël, le syndicat des fabriques d'église (Syfel) semble traverser une crise aiguë de folie des grandeurs. Dans un communiqué de presse, il vient de publier une longue résolution prise par 90 membres et qui sera envoyée à plusieurs instances nationales et internationales. Ainsi, la nonciature, le Parlement européen, la Commission européenne ou encore le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU entre autres pourront lire le cri de détresse poussé par les pauvres catholiques grand-ducaux poursuivis par un ministre à l'agenda démoniaque. Si la situation n'était pas tellement sérieuse, on pourrait en rigoler. Car la résolution contient son lot d'inepties. Pour ne prendre qu'un exemple, le Syfel estime le projet de loi intenable car il ne viserait que les catholiques - alors que jusqu'ici personne ne s'est plaint des privilèges exclusifs de ces derniers. Entre-temps, le CSV tente de profiter de cet imbroglio. Sur l'antenne publique, le député Gilles Roth - un des principaux harceleurs, par questions parlementaires, du ministre - a essayé de se positionner discrètement du côté du Syfel, sans pour autant attaquer l'archevêque. Exercice difficile, surtout quand le Syfel lancera comme annoncé ses plaintes au civil contre la convention signée par Hollerich et le gouvernement en 2015.

## LSAP : Eng Posch voller Sträit

(da) - La polémique déclenchée par la campagne « Madame on Tour - Eng Posch voller Iddien » du LSAP ne semble pas près de tarir. La campagne, qui vise à encourager des femmes à s'engager en politique, s'était fait remarquer par l'utilisation de toute une série de clichés et avait fait bondir les cercles féministes. Tandis que les « Jonk Lénk » avaient réagi avec une action intitulée « #EKappVollerIddien », tournant en dérision la campagne socialiste, plusieurs membres du LSAP s'étaient distancés de ce qui avait été perçu comme un affront. Dans une lettre ouverte, sept membres, dont la présidente des femmes socialistes Cátia Gonçalves et l'ancien président des « Jonk Sozialisten » Sammy Wagner, en rajoutent une couche. « Comment expliquer qu'un parti qui se dit progressiste (...) ne se soit pas concerté avec sa sous-organisation des Femmes socialistes dans l'élaboration d'une telle campagne ni même ne se soit interrogé quant à la portée des messages véhiculés par cette campagne ? », s'interrogent les auteur-e-s, tout en pointant du doigt la piètre prestation du LSAP en termes d'égalité des chances. L'occasion pour le parti de se remettre sérieusement en question, comme le demande la lettre ouverte ? On peut en douter, en sachant que, d'après les informations du woxx, les sept membres signataires seraient en butte aux attaques de certains de leurs camarades depuis la publication.